

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1291  
7 mars 1978

FRANCAIS  
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-quatrième session  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER  
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Note verbale, datée du 20 février 1978, adressée au  
Secrétaire général par le Ministère des relations  
extérieures de Panama

Le Ministère des relations extérieures présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, se référant à sa note du 2 septembre 1977, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement et le peuple panaméens rejettent l'accusation formulée dans ladite note car, en raison de sa situation géographique qui en a fait depuis toujours le point de convergence de tous les peuples de la terre, ce pays s'est distingué par son caractère franc et son hostilité à la discrimination, sa propension à accueillir ceux qui ont décidé de s'y établir, à titre temporaire ou définitif.

La République de Panama a appuyé, sans distinction, les luttes menées dans le monde, profondément imprégnée du respect que lui inspire le caractère général des questions qui relèvent du domaine des droits de l'homme. Cette attitude s'est traduite par les votes qu'elle a émis en faveur des différentes résolutions adoptées par des organisations internationales et des institutions non gouvernementales pour condamner les violations de ces droits.

Le Ministère des relations extérieures déplore que, dans le cas précis de la note du Directeur du Service de l'information de la Canal Zone non-profit public information Corporation, dont le siège est à Cristobal, en zone du canal, territoire panaméen, on ne se soit pas soucié de s'enquérir de toutes les sources d'information auprès des autorités nationales, avant de lancer de telles allégations infondées contre le Gouvernement de la République de Panama.

La discrimination à laquelle se réfère la note en question semble découler du Titre II, de la Nationalité et de l'Extranéité, articles 12, 14, 17, 18 et 23 de la Constitution de 1941, qui n'a eu qu'une existence éphémère car, en raison précisément de sa tendance fasciste et discriminatoire reflet des préjugés racistes personnels de M. Arnulfo Arias M., alors chef de l'Etat, elle fut repoussée par le peuple ce qui amena la chute de M. Arias après quelques mois seulement d'exercice du mandat présidentiel. En fait, le paragraphe 3 de l'article 23 disait : "Sont interdites à l'immigration : les personnes de race noire dont la langue d'origine n'est pas l'espagnol, les personnes de race jaune

et celles de races originaires de l'Inde, de l'Asie mineure et de l'Afrique du Nord". Par la suite, on a élu une assemblée constituante chargée d'élaborer un projet de constitution, approuvé en 1946, qui consacre les idéals et les principes du peuple panaméen.

Depuis cette date, la République de Panama a connu deux constitutions, celle de 1946 et celle de 1972 actuellement en vigueur, toutes deux inspirées du principe de la non-discrimination et appliquées par des lois qui ont un caractère analogue.

Pour éviter que des éléments étrangers ne perturbent l'existence de son peuple, la Constitution et les textes d'application prévoient des mesures qui ne diffèrent pas de celles adoptées par d'autres Etats; c'est ainsi que l'article 12 de la Constitution de 1972 stipule que "L'Etat peut rejeter une demande de lettres de naturalisation pour des raisons de moralité, de sécurité, de salubrité, d'incapacité physique ou mentale". L'article 14 dit que "l'immigration sera réglementée par la loi en tenant compte des intérêts sociaux, économiques et démographiques du pays. Plus précisément, l'article 19 de la Constitution de 1972, dans le chapitre consacré aux garanties fondamentales, pose la règle de la non-discrimination en stipulant que "ne seront admis aucun privilège ou prérogative personnel ni aucune discrimination pour des raisons de race, de nationalité, de classe sociale, de sexe, de religion ou de convictions politiques".

L'immigration à Panama est régie par le décret-loi No 16 de 1960, modifié par le décret-loi No 13 de 1965 et le décret-loi No 23 de 1977, qui déroge aux lois antérieures en la matière. On ne trouve dans ces textes aucune disposition quelconque qui puisse donner lieu à des interprétations de caractère discriminatoire; encore bien moins y est-il fait mention d'interdictions visant les personnes originaires de l'Asie mineure ou les Noirs qui ne parlent pas l'espagnol. Un tel décret-loi pourrait être déclaré inconstitutionnel si l'on y trouvait des dispositions de ce genre, contraires aux articles susmentionnés.

Le Ministère des relations extérieures juge bon que ces faits soient portés à la connaissance de la Commission des droits de l'homme et que soit soulignée l'hostilité à la discrimination qui a caractérisé le peuple panaméen, alors que ce dernier, depuis son accession à l'indépendance et à la souveraineté, s'est vu infliger toutes les formes de discrimination par le gouvernement qui régit la zone du canal, territoire national, et que, connaissant trop bien leur signification, il pourrait difficilement appliquer des principes identiques à ses frères d'autres peuples, pour des motifs fondés sur la race; la réalité montre qu'à Panama coexistent en bonne harmonie des êtres appartenant à des nationalités différentes et que, étant donné que sa situation en fait une région de transit, son peuple groupe des descendants d'êtres venus de toutes les parties du monde.

En ce qui concerne le volume de l'immigration, il faut savoir qu'en 1975, Panama a reconnu la qualité d'immigrants à 1.054 personnes originaires, notamment, de pays comme l'Arabie saoudite, la Chine continentale, la Chine (Taiwan), Hong-kong, l'Inde, Israël, le Japon, la Syrie, l'Egypte et le Maroc, ce qui prouve la fausseté des allégations car, comment pourrait-on taxer Panama de discrimination, alors qu'il est établi qu'il accueille en son sein des ressortissants des pays dont on affirme qu'ils font l'objet de mesures discriminatoires de la part du gouvernement national?